

Des médias de quartier au miroir d'une perspective interdisciplinaire : quels enjeux pour les SIC ?

par **RAOUL Bruno** « bruno.raoul@univ-lille3.fr »
Géiico - Université Lille III

Dans le cadre d'un travail de recherche en cours portant sur des médias associatifs de quartier (principalement jusqu'ici des journaux) dans une grande ville du nord de la France (Roubaix), nous nous attachons d'une part à comprendre la contribution de ces médias à l'espace public local et, d'autre part, à explorer le rapport médias / territoire pour comprendre la relation au et l'imaginaire du quartier ainsi entretenus. À travers notre intervention, l'idée est de montrer comment, à partir d'un objet concret relevant d'emblée pourrait-on dire du domaine de compétences des SIC, on rencontre aussi d'emblée des domaines d'objet (dans le sens proprement scientifique du mot) investis par d'autres disciplines, et donc d'expliquer comment une lecture communicationnelle contribue à forger une approche nécessairement interdisciplinaire.

Dans un premier temps, nous expliquons en quoi la spécificité de notre objet de recherche tient d'un choix méthodologique et épistémologique, celui de considérer le discours de ces médias en tant qu'il fonde et façonne une certaine dimension de l'espace public local. Dans un deuxième temps, nous nous attachons à montrer les résonances de notre recherche avec les préoccupations de sociologues ou politistes intéressés par les questions du débat public dans la ville, par celles du quartier, ou par les mutations de l'espace public tenant à l'essor de la participation et de la démocratie participative. Dans un troisième temps, en envisageant l'espace public dans son versant politique et dans sa fonction symbolique et identitaire, nous montrons comment la prise d'appui sur des travaux de géographes et d'anthropologues est incontournable pour approfondir notre exploration du rapport médias / territoire et réarticuler la réflexion sur le quartier avec celle sur la participation. En conclusion, nous suggérons des ouvertures dans la perspective de nous attacher à mieux contextualiser ces médias dans leur cadre socio-historique local.

Mots-clés : espace public, participation, démocratie participative, militantisme, médiation, quartier, médias / territoire

Based on a research concerning neighbourhood associative medias in Roubaix, a big city of the north of France (it examines the contribution of theses medias to the local public sphere and the media / territory relationship), this communication aims at showing how, though this research unavoidably has to consider points of problematics also worked by others disciplines, a specifical approach based on analysis of discourse contribute to shape a necessarily interdisciplinary research.

Keywords : public sphere, participation, participative democracy, militancy, mediation, neighbourhood, media / territory

La réflexion ici proposée prend appui sur une recherche en cours qui porte sur des médias de quartier (principalement jusqu'ici des journaux) réalisés par des comités de quartier, de statut associatif, dans une grande ville du nord de la France (Roubaix). Cette recherche se structure autour de deux axes principaux d'investigation. Il s'agit d'une part de comprendre la contribution de ces médias de quartier à l'espace public local, celui-ci étant entendu comme espace de mise en visibilité et d'interaction, espace de mise en forme et mise en sens du débat, et donc aussi comme lieu d'expression voire de réalisation du conflit dans la ville. Il s'agit d'autre part d'explorer le rapport médias / territoire pour comprendre la relation au et l'imaginaire du quartier que sous-tendent et qu'entretiennent de tels journaux associatifs, par le renvoi qu'ils font au quartier lui-même, mais également à partir du renvoi que font ces journaux à l'extérieur du quartier.

Si la perspective s'est entendue a priori de manière assez large à la base, elle s'est étayée et s'était progressivement de points de focalisation sur des thèmes se dégageant explicitement du contenu de ces médias et qui constituent la « matière quotidienne » de l'espace public d'une part et de la représentation et de l'imaginaire du quartier d'autre part. Jusqu'ici, une analyse assez approfondie d'un de ces journaux plus particulièrement (publié depuis le début des années 1980, le 176^e numéro est sorti en février dernier), complétée par une exploration d'autres titres toujours en cours, nous a ainsi amené à repérer, à identifier, voire à travailler des points de problématique bien spécifiques :

- la participation, la démocratie participative, le rapport au pouvoir politique local, les élections et l'abstention électorale (très forte dans les quartiers en question) ;
- le rapport d'un média à son territoire, et la question sous-jacente du sentiment d'appartenance, ou du rapport à l'extérieur du quartier ;
- le rapport d'acteurs associatifs de quartier aux politiques publiques (notamment la politique de la ville) ;
- la question du « social », de ce qui fait préoccupation pour des militants de quartier investis dans la cause des habitants d'un quartier, et d'une autre manière, la question du développement (local) ;
- le rapport à la population issue de l'immigration (Roubaix est une ville très cosmopolite) ;
- le rapport aux jeunes ;...

Dans le prolongement de cette étude sur des journaux réalisés et distribués par des acteurs qui n'ont pas pour mission première de produire de telles publications, notre intention est également de nous intéresser à la manière dont ces comités de quartier, acteurs anciens de la participation (CURAPP/CRAPS, 1999), font usage du support internet comme moyen d'expression dans l'espace public.

Cette recherche appréhende donc de tels journaux à l'articulation entre médias associatifs, espace public et territoire. C'est le fil conducteur de cette articulation qui constitue le fil structurant de notre intervention, sachant que, ce faisant, l'idée est de montrer comment, à partir d'un objet concret, bien spécifique, relevant d'emblée pourrait-on dire du domaine de compétences des SIC – un objet qui peut être appréhendé tant à partir de sa forme que de son contenu, de son aire de diffusion, de sa périodicité, de son rapport aux lecteurs, etc –, on rencontre aussi d'emblée des domaines d'objet (dans le sens proprement scientifique du mot) investis par d'autres disciplines : quartier, territoire, espace public, démocratie participative, développement (local), mouvement social, abstention...

Certes, il s'agit dans cette communication de faire ressortir les apports et les enjeux d'un questionnement propre aux SIC concernant un tel objet concret « journal associatif de quartier » qui, du reste, ne nous semble pas avoir donné lieu à beaucoup d'investigations par les SHS d'une manière large. Si, considérant tant cet objet étudié en lui-même que le mode d'approche qu'il requiert pour l'investir comme sujet de recherche, on peut invoquer une certaine spécificité des SIC (1^{ère} partie), il n'en reste pas moins que, très vite, la nécessité d'une perspective

interdisciplinaire s'impose. Notre approche ne conduit pas forcément à faire de grandes révélations sur le social à l'œuvre d'une manière très large. Elle n'en nourrit pas moins nous semble-t-il un éclairage localisé et complémentaire d'autres approches sur la question des mutations de l'espace public d'une part (2ème partie) et du territoire d'autre part (3ème partie). Sous cet angle, et à partir d'un objet micro-local bien défini, les SIC peuvent faire valoir leur contribution à un domaine d'objet majeur en même temps que leur pleine inscription dans une démarche interdisciplinaire (voire transdisciplinaire) heuristique (Boure, 2006). Pour autant, à travers cette communication, il ne s'agit pas fondamentalement de revendiquer la spécificité d'une discipline. Notre intention est autre : outre d'évoquer de premiers résultats et indiquer quelques repères et jalons pour la suite de notre recherche, faire ressortir les ressorts et les enjeux de cette contribution à un regard interdisciplinaire sur un phénomène social.

Un objet de recherche spécifié par un mode d'approche

Notre mode d'entrée dans notre objet de recherche passe donc concrètement par l'analyse de journaux de quartier que l'on peut entendre comme supports de matérialisation de la parole publique d'acteurs associatifs dans un espace physique bien délimité. On peut en inférer que, à partir du cas particulier de la ville de Roubaix, notre recherche s'intéresse à un certain volet de la dynamique du débat public dans la ville tel qu'il se déploie en dehors des dispositifs délibératifs institutionnels. Jusqu'ici, elle a reposé principalement sur l'exploitation d'un corpus constitué de l'ensemble des numéros du journal de quartier le plus ancien et le plus productif. Dans une autre étape de ce travail, amorcée, il s'agit d'analyser de manière approfondie les autres titres publiés par des comités de quartier roubaisiens, afin de tendre vers une approche globale, à l'échelle d'une ville, de tels types de médias de proximité.

Notre approche tient, en premier lieu si l'on veut, d'un emprunt au courant de l'analyse du discours de certains repères méthodologiques et conceptuels forgés pour analyser le discours des médias (Bonnaïfous, 2006 ; Krieg-Planque, 2006). En ce qui nous concerne, travaillant à partir de « corpus clos » – ce qui nous fait accéder à un genre de discours déjà « prédécoupé » institutionnellement – et non pas, par exemple, d'un corpus élaboré dans le cadre d'une analyse en « parcours » (Maingueneau, 2005), nous dirons que nous avons eu et avons non pas à construire des corpus, mais à les réunir, considérant qu'ils existent déjà, de fait, mais de manière latente, ils sont déjà délimités dans leur temporalité et dans leur matérialité, attendant d'être qualifiés de corpus de recherche. D'autre part, pour le premier réuni, nous l'avons appréhendé sans préoccupation thématique a priori, alors qu'une telle préoccupation nous paraît être bien souvent au fondement de l'élaboration et de l'investigation d'un corpus par le courant de l'analyse du discours. Cette approche nous a cependant conduit, entre autres, à distinguer différents « temps » (nous en avons identifié quatre) de la publication depuis ses débuts, différentes périodes caractérisées tant sur le plan de la présentation que sur celui du discours et par là du sens et de la fonction même du journal (Raoul, 2006). Elle nous a permis et nous permet encore d'interroger l'actuel à la lumière d'une généalogie : par exemple, le rapport au pouvoir politique local, le rapport à la question de l'abstention aux élections, le rapport aux jeunes, etc (cf. infra).

Il s'agit donc de réunir des corpus de journaux de quartier pour les faire parler dans leurs différentes thématiques, leurs orientations, leurs fondements axiologiques. L'entrée dans l'objet de recherche se fait ainsi par l'analyse d'un écrit particulier. Pour autant, par rapport à d'autres travaux relevant d'autres champs disciplinaires, sommes-nous sur un objet différent ? Non dans une certaine mesure car, fondamentalement, il s'agit de travailler une problématique mêlant les

questions de l'espace public, de la participation, du territoire, du quartier, une problématique bien explorée par d'autres chercheurs (Voir références ci-après). Oui dans une autre mesure car l'objet de recherche, dans une première (grande) phase de notre travail, c'est le discours du journal en tant qu'il fonde et façonne une certaine dimension de l'espace public local, il se différencie en tant qu'il est approché à partir d'un matériau bien spécifique, bien délimité et sur la base d'une posture épistémologique que nous faisons nôtre ici : « analyser le discours en tant qu'il est une matière constitutive du réel politique et social » (Krieg-Planque, 2007 : 57), bien qu'il ne s'agisse pas pour nous de l'analyser dans son fonctionnement en langue. C'est donc par choix méthodologique et épistémologique qu'il y a spécification de l'objet : ainsi, ce ne sont pas en tant que telles les instances comités de quartier qui donnent lieu à notre investigation, mais les journaux qu'elles réalisent, et plus centralement encore, le texte de ces journaux (bien que nous considérons aussi la matérialité du support, son format, sa texture (grammage), son apparence donc. Nous avons aussi en tête l'espace physique de la distribution des publications qui contribue à matérialiser, à entretenir la délimitation physique du quartier). En d'autres termes, il s'agit d'étudier ce que le discours du journal « fait à » l'espace public (local), il s'agit de voir en quoi la matière discursive du journal (de quartier) « travaille » le social (local).

Au croisement d'une perspective sociologique et politique : une lecture communicationnelle d'un espace public (local)

Nous venons de voir ce qui faisait la spécificité de notre approche et par là de notre objet de recherche. Ceci dit, ce travail sur les médias de quartier, faut-il le rappeler ?, ne s'en donne pas moins pour horizon de réflexion, à partir d'un matériau donné, bien délimité, la problématique de l'espace public (au niveau local) (Quéré, 1982, 1995). Celle-ci, telle que nous la travaillons, trouve donc pleinement résonance avec les préoccupations de sociologues ou politistes intéressés par les questions du débat public dans la ville ou par celles du quartier entendu comme objet sociologique et politique (Authier, Bacqué, Guérin-Pace, 2007 ; Bacqué, Blanc, et alii, 2005 ; Gaudin, 1999 ; Neveu, 2004), elle nous amène à considérer, mais à partir du niveau micro-local, les mutations de l'espace public tenant à l'essor de la participation et de la démocratie participative (Blondiaux, 2004 ; CURAPP-CRAPS, 1999 ; Lefebvre, Nonjon, 2003 ; Neveu, 2003 ; Revel, Blatrix, Blondiaux et alii, 2007...), thématiques dont on sait toute l'importance au carrefour des SIC, de la sociologie et des sciences politiques (Hermès, 26-27, 2000 ; Sciences de la société, 60, 2003 ; Actes du colloque « Démocratie participative en Europe », 2006). Autant notre réflexion se nourrit d'une prise d'appui sur ces travaux, autant il nous apparaît essentiel ici d'explicitier en même temps en quoi il nous semble y avoir contribution spécifique de notre part à ce domaine d'objet que sont les mutations de l'espace public.

À partir de l'analyse du plus ancien et plus productif journal de quartier de cette ville ([1](#)), outre de caractériser différentes périodes en ce qui concerne le rapport de ce journal à l'espace public politique local, nous avons pu identifier un changement progressif, au cours de la dernière décennie, du régime discursif de la publication qui est passée d'une posture engagée reposant sur un discours analytique, structurant et revendicatif, à un contenu plus factuel, anecdotique parfois, avec des accents de contestation, pouvant verser dans le registre de la dénonciation

publique et dans une forme d'instrumentalisation de la « parole habitante ». Cette observation relative à un média de quartier – toutefois, sur la base d'indices repérés sur d'autres titres, loin de nous l'idée que tous les journaux de quartier roubaisiens refléteraient une même évolution – fait résonner, mais ici dans un cadre très localisé, une ligne de tension qui parcourt l'ouvrage publié sous la direction de Bastien François et Erik Neveu (1999), entre fragmentation / individualisation / dénonciation et nécessité de « repenser la sphère locale selon l'espace public » (Biarez, 1999), le journal revendiquant régulièrement s'inscrire, en toute indépendance, dans une dynamique de participation.

Sous un autre angle, la perspective diachronique adoptée nous a conduit à discerner l'évolution de pratiques militantes dans un quartier et donc à mobiliser des travaux sociologiques sur le militantisme et les mouvements sociaux (Ion, 2001 ; Ion, Franguiadakis, Viot, 2005 ; Neveu, 2000 ; Neveu, 2003 ; Donzelot, Mével, Wyvekens, 2003). Les analyses de Jacques Ion sont tout à fait éclairantes sur la crise d'une certaine forme d'engagement militant, entre autres quand il explique que « l'existence d'un héritage militant localisé, par exemple dans ce qui était hier encore les “grands ensembles”, n'est aucunement source assurée de continuité » (Ion, 2001 : 32). Mais loin de nous également l'idée de généraliser à l'ensemble des quartiers les enseignements tirés sur ce point de l'analyse de ce seul journal. Ce faisant, derrière les thématiques de l'espace public et de la participation, notre travail nous amène à raisonner à partir du concept de développement (local). En effet, en pointant le changement de registre discursif qui s'est opéré au cours de la dernière décennie, en montrant comment le journal a perdu de sa force d'analyse et d'argumentation à propos de la situation dans le quartier, nous avons été amené à relever qu'il ne proposait plus un cadre structurant pour penser l'avenir du quartier, il ne faisait plus montre d'une pensée globale pour le quartier et d'une volonté de travailler au changement social (Bacqué, 2005), il ne témoignait plus d'un esprit de développement, d'une capacité « à mettre les gens en mouvement » et d'une forme « de construction d'un pouvoir » (Donzelot, Mével, Wyvekens, 2003).

Un autre éclairage de notre travail à propos de ce journal concerne son rapport au pouvoir politique local. Nous avons pu montrer combien ce rapport avait été fluctuant entre 1996 et fin 2005 (nous parlons de relations cyclothymiques, la période étant marquée par des épisodes de montée en tension, voire de franche prise à partie des élus, maire et maire de quartier plus particulièrement, et des moments d'accalmie, voire de complaisance dans le rapport à la municipalité, sans que le lecteur n'ait d'explications sur les raisons de l'apaisement), une observation qui, du reste, n'est pas sans devoir nous interroger pour la suite de notre travail sur le rôle de la municipalité (nous supputons « l'ombre » de la municipalité derrière certains revirements et/ou silences, repérables dans le texte du journal, concernant les positions du comité de quartier. Fondamentalement, il s'agira alors de voir dans quelle mesure le texte trahirait l'idée d'indépendance – pleinement revendiquée – d'une association par rapport à l'instance publique qui la finance). Les numéros de 2002 à 2005 laissent aussi deviner les longues tergiversations du comité de quartier pour savoir quelle position adopter à propos des conseils de quartier (nouvellement créés par la municipalité) : intégrer le nouveau dispositif, et donc le reconnaître, au risque de faire le jeu d'une instance susceptible de délégitimer la raison d'être du comité, ou refuser de le faire, au risque d'être mis à l'écart des dispositifs de concertation. Finalement, fin 2005, au moment même où la publication affiche une nouvelle maquette, le comité de quartier annonce, sans explication aucune sur les raisons de sa décision, qu'il va intégrer le conseil de quartier. Depuis lors, il ne s'est pas plus attaché à rendre compte dans son journal de ce qu'il dit et fait au sein de cette instance. La configuration délibérative a évolué dans la ville au cours des dernières années, le comité de quartier est partie intégrante du nouveau dispositif, et pourtant cela ne ressort pas dans son journal. C'est l'analyse de celui-ci qui permet d'être attentif à ce silence, elle ouvre sur une question très centrale pour qui s'intéresse à la forme d'expression du débat public dans la ville : pourquoi cette impasse sur

cette dimension nouvelle de la participation dans la ville ? Dénier de se rendre à la réalité ou impression de fragilité ? C'est tout le débat sur l'institutionnalisation de la participation que l'on rejoint ici et celui sur l'embarras qui en découle pour les structures militantes lorsqu'elles s'y associent, ce que pourrait refléter le silence du journal (Rui, Villechaise-Dupont, 2005 ; Bacqué, 2005).

Le lien avec les sciences politiques et la sociologie trouve aussi des points d'appui quand, depuis maintenant une dizaine d'années, des journaux de quartier roubaisiens se font le relais régulier, pour des élections de différents niveaux, d'un « appel aux urnes », ceci au vu des taux d'abstention dans différents quartiers de la ville suscitant l'inquiétude des militants de comités de quartier (près de 60% d'abstention aux municipales de mars 2008, plus de 65% dans certains bureaux de vote du quartier évoqué précédemment). C'est un autre aspect de l'espace public qui est ici à considérer, étudier ce point permettant de voir comment des membres de comités de quartier sont amenés, à leur niveau et avec leurs moyens, à militer contre ce que l'on peut repérer comme une défaillance de la « puissance formante » de cet espace public (Quéré, 1995). Mais ce n'est pas en soi en tant que problème politique, en tant que problème de rapport à la chose électorale (ce qui pourra par contre préoccuper les politistes) que ce point est envisagé dans notre travail, mais en tant qu'il donne lieu à traitement médiatique par les journaux associatifs de quartier et par là à un certain type de discours, il accède à une certaine visibilité locale pouvant toucher à l'amertume : « à quoi bon encourager la Participation – thème qui nous est cher – quand la démocratie électorale semble si fragile ? » se désole ainsi un militant dans un article de l'un du journal de son comité en début 2004. Analyser les journaux à ce sujet permet d'accéder aux représentations de l'abstention que se font ces militants (Barbet, 2007) d'une part et d'identifier le rôle de sensibilisation et la vocation quelque peu pédagogique que se donnent ces associations de quartier, et ainsi de montrer comment elles sortent d'une posture participative pour se mettre au service de la cause de la représentation.

Une lecture communicationnelle du rapport médias / territoire

L'autre point d'horizon visé par ce travail est donc d'éclairer sur le rapport médias / territoire et par là, à partir du matériau journal, contribuer à approfondir les représentations associées à la notion de territoire et élargir la problématique vers la question de l'identité (de quartier). Ceci tout en restant dans le cadre d'une réflexion sur la problématique de l'espace public. Il s'agit alors d'envisager ce dernier non seulement dans son versant politique mais également dans sa fonction symbolique et identitaire. C'est là, nous semble-t-il, une dimension de la « puissance formante » de l'espace public en tant qu'il participe de « la constitution d'un monde commun » et de « l'institution du lien social » (Quéré, 1995). Ce qui pose de notre point de vue, inévitablement, la question du cadre spatial, du territoire, dans lequel il se formalise, étant entendu que, « le lieu appel[ant] le lien, autant que le lien implique le lieu », « le territoire est du sens donné par le lien inscrit dans le lieu » (Boure, Lefebvre, 2000 : 271).

En termes de repères bibliographiques, résonnent ici dans un premier temps – c'est-à-dire en ce qui concerne le champ des SIC –, outre les travaux de Robert Bouré et Alain Lefebvre évoqués ci-dessus, ceux, parmi d'autres, de Marc Lits (2003), Armand et Michèle Mattelart (1986), Bernard Miège (1986), Isabelle Paillart (1993), Jacky Simonin (2000), Jean-François Tétu (1995), ou, sur un autre registre, le travail de Tristan Mattelart (2007), sans oublier celui, pionnier, de Renaud Dulong et Louis Quéré (1978). Ceci dit, sur un tel sujet, la prise d'appui sur des travaux de géographes et d'anthropologues, voire d'historiens, est incontournable pour travailler autour des notions de territoire, territorialité, local, espace vécu, représentation de

l'espace, sentiment d'appartenance, parmi d'autres. On peut convoquer notamment des auteurs aussi divers que Arjun Appadurai (2005), Guy Di Méo (1991), Armand Frémont (1999), Hervé Gumuchian (1991), Anne-Lise Humain-Lamoure (2007), Michel Marié (2004), Catherine Neveu (2004), Daniel Nordman (1997), Claude Raffestin (1986), Kevin Robins (2001).

Sur la base de ces lectures, associées aux précédentes, il nous semble ici possible de raisonner autour de deux dimensions de ce rapport médias / territoire : celle renvoyant à la question de l'imaginaire et de l'identité du territoire, voire du sentiment d'appartenance, et celle renvoyant à la question de la citoyenneté telle qu'elle s'inscrit, se matérialise dans un cadre spatial délimité. Il s'agit donc dans notre recherche en cours de nous attacher à identifier comment, à travers des médias de proximité, une certaine représentation du quartier, une certaine pensée du territoire est repérable, considérant qu'assurer la visibilité d'un territoire (ce que permet le média), c'est une façon de contribuer à le produire et le reproduire comme tel. Comment le matériau écrit qu'est le journal de quartier peut-il être exploré à partir d'une lecture phénoménologique et anthropologique du territoire ?

Un livre publié récemment et déjà mentionné (Authier, Bacqué, Guérin-Pace, 2007) a bien montré comment le terme de quartier avait pu être investi par différentes disciplines, notamment la sociologie, la géographie, les sciences politiques et l'anthropologie. De notre point de vue, le journal de quartier nous semble être un moyen par lequel questionner également, mais là à partir d'une perspective communicationnelle, cet objet spatial en tant que le texte du journal, en filigrane, révèle aussi une dynamique sociale qui contribue à façonner le quartier. Ce texte nous permet en effet d'explorer le quartier entendu, pour reprendre une formule d'Henri Lefebvre, comme « point de contact le plus aisé entre l'espace géométrique et l'espace social, le point de passage de l'un à l'autre » (cité in Humain-Lamoure, 2007 : 51). Sous cet angle, le journal s'envisage dans sa fonction de médiation (Tétu, 1995), il est ce par quoi, parmi d'autres supports et dispositifs, les citoyens-habitants sont amenés à se faire une certaine représentation de l'espace qu'ils vivent. Dans cette perspective, il s'agit de cerner en quoi des médias participent « à la permanence et à la dynamique » de la production des territoires (Pailliant, 1993 : 217) – tout en ayant bien en tête comment l'évolution des médias et l'essor des nouveaux dispositifs de communication contribuent à travailler et redéfinir les territoires –, de voir en quoi, dans un monde pourtant globalisé et dit déterritorialisé, des médias de proximité, en l'occurrence de quartier, au-delà de diffuser un certain type d'informations sur un territoire, réactivent régulièrement des « repères territoriaux » par lesquels sont reproduits « les lecteurs comme sujets d'un territoire » (Dulong, Quéré, 1978 : 23), par lesquels ceux-ci peuvent se sentir appartenir à un territoire. On est là devant la question de la territorialité – un concept qui permet d'éviter l'écueil de la substantialisation du territoire –, c'est-à-dire la question de la médiation mentale par laquelle les hommes et les sociétés entretiennent des relations particulières à un espace géographique, elle sous-tend les repères culturels et symboliques qu'intériorisent les individus et les groupes sociaux pour se positionner et agir dans l'espace et à travers lesquels ils se reconnaissent comme relevant d'un même territoire (Raffestin, 1986).

A priori, cette notion de territorialité pourrait être rapprochée, dans une certaine mesure, de celle de « localité » telle qu'elle est endossée et théorisée par Arjun Appadurai, quand il l'entend entre autres comme « structure de sentiment » (Appadurai, 2005 : 260) : « une qualité phénoménologique complexe, formée d'une série de liens entre le sentiment de l'immédiateté sociale, les technologies de l'interactivité et la relativité des contextes » (ibid : 257). Cependant, cet auteur, précise son préfacier, s'inscrit dans un courant pour lequel la notion de localité « ne se définit plus simplement par référence au territoire » (ibid : 21), elle est à entendre, poursuit-il, avec la perspective ethnographique que prône l'auteur, « comme relation d'appartenance à un groupe dont les membres vivent dans un pays ou des pays différents » (ibid : 22). L'auteur explique lui-même qu'« elle est avant tout une question de relation et de contexte, plutôt que d'échelle ou d'espace » (ibid : 257). Cette précision faite, on pourrait très bien se dire que

l'analyse de médias de quartier pourrait contribuer, sur un certain registre, à faire passer, selon la préconisation d'Arjun Appadurai, « l'histoire de l'ethnographie d'une histoire des structures de voisinage à une histoire des techniques de production de la localité » (ibid : 262).

Mais, à l'encontre de la thèse de cet anthropologue qui tend fortement à la généralisation des évolutions qu'elle pointe et à l'atténuation de la charge spatiale et politique, tenant à des raisons historiques, du local, on ne discerne pas dans le texte du journal étudié jusqu'ici une invite à penser le territoire en considérant la force inventive du « travail de l'imagination », le quartier y tiendrait plutôt du « fait social réifié » spatialement. Ainsi, nous avons pu observer que ce journal renvoyait très peu à l'extérieur du quartier, ce n'est que très rarement qu'il évoque un sujet qui n'est pas en lien direct avec le quartier (ou ses habitants) ou qui n'a pas d'incidence pour lui spécifiquement (on peut particulièrement évoquer le cas de l'élection présidentielle de 2002 qui a donné lieu à une assez longue explication sur l'enjeu de l'élection et sur le rôle du Chef de l'Etat notamment en matière de politique étrangère ; ou bien la guerre du Kosovo de 1999 qui a fait l'objet d'un éditorial élevant l'action de l'association à l'universel (« Le Comité de quartier, c'est aussi l'outil d'un combat pour toutes les victimes de la violence, mais également le lieu d'expression sur les événements douloureux qui ne sont pas acceptables ») et d'un article de soutien aux associations d'aide aux kosovars). Ce journal fait donc quasi-exclusivement sur le registre de la proximité spatiale – sans que l'on ne discerne dans le texte des intonations que l'on pourrait qualifier de communautaires, ce en quoi nous rejoignons la remarque de Catherine Neveu quand elle identifie, à propos des quartiers roubaisiens qu'elle a étudiés, un « local » qui « ne semble pas entretenir de relations mécaniques avec des sentiments d'appartenance » (2004 : 9) –, il ne fait pas état par exemple, pour reprendre une formule d'Appadurai, « des histoires et mémoires extra-territoriales » (ibid : 49) des habitants, quand bien même il peut souligner ici ou là l'hétérogénéité sociale et la diversité d'origine nationale de la population du quartier. La prise de parole du journal apparaît ainsi peu encline à une ouverture sur le hors quartier (certes, se repèrent par exemple quelques références à un réseau associatif national auquel participe le comité), ne serait-ce sur les autres quartiers de la ville (ce qui est arrivé très occasionnellement dans l'histoire du journal). Ainsi en sommes-nous à envisager l'hypothèse que de tels médias de quartier pourraient contribuer à « enfermer » un quartier sur lui-même, à « enraciner » le local. On aurait alors affaire à une liberté (d'expression) qui se briderait territorialement : ce ne sont pas les gens vivant dans le quartier, avec leur histoire, leur trajectoire de vie (ou celle de leur famille) qui font l'objet de la production discursive du journal, c'est le quartier en tant qu'il est perçu et pratiqué quotidiennement par ces habitants. Du reste, on peut se demander si le lancement par la municipalité, en 2003, de magazines de quartiers englobant chacun plusieurs quartiers dans un même territoire de diffusion bien plus étendu que ceux des journaux des comités de quartier ne vise pas, outre d'informer, à faire émerger aujourd'hui une autre représentation de la ville, une autre manière de faire valoir, à l'intention de ceux qui y vivent, d'autres repères pour penser leur inscription dans le territoire de la ville et leur rapport à l'espace de leur habitat.

Ceci dit, la notion d'espace public nous permet de réarticuler la réflexion sur le quartier avec celle sur la participation. Car, finalement, à travers l'engagement dans le comité de quartier, ce qui est demandé aux citoyens qui s'y impliquent, c'est de le faire pour le quartier, pour l'intérêt du quartier. Il s'agit bien d'un engagement citoyen territorialisé. En définitive, derrière le rapport au territoire que véhicule le journal, se repère une ligne de tension entre engagement / citoyenneté et attachement / territorialité (Neveu, 2004, 2007).

Autour d'une hypothèse centrale : l'enjeu méthodologique de l'au-delà de l'analyse du discours (de médias associatifs de quartier)

La spécificité de notre recherche tient d'un objectif de cerner en quoi des médias de quartier « font médiation » dans un espace public local et participent de sa dynamique. Il s'agit donc, par une étude d'une forme communicationnelle et de la trame relationnelle qu'elle porte, de tenter de saisir comment se noue et se joue, à travers des publications micro-locales, une interaction sociale qui participe du façonnement de l'urbanité dans sa dimension politique, en considérant notamment l'hypothèse que les médias associatifs de quartier sont en même temps objet et lieu de cristallisation de tensions dans la ville.

Jusqu'ici, nous avons essentiellement procédé et procédons par l'analyse du discours de tels médias de proximité. Sur cette base, il s'agit, nous l'avons déjà dit, d'étudier un aspect du débat public dans la ville, et, ce faisant, de l'appréhender entre autres dans ses dimensions conflictuelles. Sachant toutefois qu'en ce qui concerne le journal étudié jusqu'ici nous n'y avons jamais trouvé de prise de parole, sous forme d'un droit de réponse, de la municipalité, du maire ou du maire de quartier, alors même qu'ils y ont été pris à partie à plusieurs reprises. Pourtant, il est fort peu probable que l'acteur politique ait pu rester silencieux. Il nous faudra donc observer comment et de quelle manière la communication municipale réagit quand l'institution ou les élus sont mis en cause par un journal de quartier. Dans la suite des quelques observations déjà faites, il pourra être essentiel pour nous d'étudier comment des journaux associatifs de quartier d'un côté et des journaux institutionnels de la municipalité de l'autre se font écho, résonnent entre eux, « discutent », par exemple à propos des projets de renouvellement urbain.

Ceci dit, dans le prolongement de l'analyse discursive, mais toujours avec une perspective pluridisciplinaire, nous pourrions chercher à déceler une autre « vérité » sur les journaux de quartier en nous attachant à mieux contextualiser ces médias dans leur cadre socio-historique local, et donc, ce faisant, à tenter de les saisir dans le moment actuel que constitue aussi le « public » du quartier (c'est-à-dire en considérant les évolutions sociologiques du quartier). Mais là nous aurons alors défini un autre objet de recherche : de qui exactement, de quelle(s) personne(s) tient le discours de tel ou tel journal ? de quelle arrivée et/ou de quel départ, de quels changements dans la composition du comité de quartier se comprennent les évolutions, les inflexions du discours de la publication ? de quelle évolution sociale et culturelle dans le quartier tient le changement de régime discursif de tel ou tel journal ? comment l'acteur institutionnel municipal considère-t-il ces médias associatifs ? etc. Il y a là une vérité d'ordre sociologique et politique à travailler, mais qui n'en est pas moins à fondement communicationnel. Pour nous, ce sera une autre étape de la recherche. Jusqu'ici, en nous concentrant sur l'analyse du texte du journal, nous nous en sommes tenu à distance, sans la négliger pour autant. Nous n'avons donc pour l'heure que des indices à ce sujet, que confortent de premiers entretiens que nous avons réalisés. Mais, avec cette étape, c'est l'objet même de recherche qui évoluera, élargi aux modalités d'exploitation et d'appropriation des TIC par ces acteurs associatifs, même s'il trouvera à s'inscrire dans la problématique globale évoquée plus haut.

Bibliographie

Actes du colloque « Démocratie participative en Europe », 2006, LERASS – Université Paul Sabatier – Toulouse, 15-17 novembre 2006 (actes publiés avec le concours de la revue Sciences de la Société)

Appadurai A., 2005, *Après le colonialisme. Les conséquences culturelles de la globalisation*, Petite Bibliothèque Payot, 334 p.

Authier J.Y., Bacqué M.H., Guérin-Pace F., dirs., 2007, *Le quartier. Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*, La Découverte, 293 p.

Barbet D., 2007, « Quand les mots de l'abstention parle des maux de la démocratie », *Mots. Les langages du politique*, 83, mars 2007, pp. 53-67.

Bacqué M.H., 2005, « Action collective, institutionnalisation et contre-pouvoir : action associative et communautaire à Paris et à Montréal », *Espaces et Sociétés*, 2005/4, 123, pp. 69-84.

Bacqué M.H., Blanc M., Hamel P., Sintomer Y., 2005, « Éditorial », *Espaces et Sociétés*, 2005/4, 123, pp. 7-19.

Biarez S., 1999, « Repenser la sphère locale selon l'espace public », pp. 267-283, in : François B. et Neveu É., dirs., *Espaces publics mosaïques*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 322 p.

Blondiaux L., 2004, « Démocratie délibérative et démocratie participative : une lecture critique » (à paraître dans Bacqué M.H., Sintomer Y., eds., *Démocratie participative et gestion de proximité*, Paris, La Découverte), Conférences de la Chaire MCD (Mondialisation, Citoyenneté et Démocratie), conférence prononcée à l'Université du Québec à Montréal, 11 novembre 2004.

Bonnaïfous S., 2006, « L'analyse du discours », pp. 213-228, in : Olivesi S., *Sciences de l'information et de la communication. Objets, savoirs, discipline*, PUG, 286 p.

Boure R., Lefebvre A., 2000, « Télévisions "locales" et territoires en mouvement. Vers un programme de recherche », *Hermès*, 26-27, pp. 265-282.

Boure R., 2006, « SIC : l'institutionnalisation d'une discipline », in : Olivesi S., *Sciences de l'information et de la communication. Objets, savoirs, discipline*, PUG, 286 p.

CURAPP/CRAPS, 1999, *La démocratie locale. Représentation, participation et espace public*, Paris, PUF, 424 p. (notamment 3^e partie : « Représentation des quartiers et participation des habitants : vers la constitution d'un espace public local », pp. 303-401)

Di Méo G., 1991, *L'Homme, la Société, l'Espace*, Paris, Anthropos, 319 p.

Donzelot J., Mével C., Wyvekens A., 2003, *Faire société. La politique de la ville aux Etats-Unis et en France*, Paris, Seuil, 366 p.

Dulong R., Quéré L., 1978, « Le journal et son territoire. Presse régionale et conflits sociaux », *Rapport de recherche*, CEMS-CNRS, 146 p.

François B., Neveu É., dirs, 1999, *Espaces publics mosaïques. Acteurs, arènes et rhétoriques des débats publics contemporains*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 322 p.

Frémont A., 1976, *La région, espace vécu*, Paris, PUF, 223 p. (2ème éd. Flammarion, 1999, 288 p.).

Gaudin J.P., 1999, « L'espace public des politiques contractuelles », pp. 231-247, in : François B. et Neveu É., dirs., *Espaces publics mosaïques*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 322 p.

Gumuchian H., 1991, *Représentations et aménagement du territoire*, Paris, Anthropos, 143 p. Hermès, 26-27, 2000 (« www.democratie locale.fr »)

Humain-Lamoure A.L., 2007, « Le quartier comme objet en géographie », pp. 41-51, in : Authier J.Y., Bacqué M.H., Guérin-Pace F., dirs., *Le quartier. Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*, La Découverte, 293 p.

Ion J., 2001, « Affranchissements et engagements personnels », pp. 21-45, in : ION J., dir., *L'engagement au pluriel*, Saint-Etienne, Presses de l'Université de Saint-Etienne.

Ion J., Franguiadakis S., Viot P., 2005, *Militer aujourd'hui*, Paris, Autrement, 143 p.

Krieg-Planque A., 2006, « “Formules” et “lieux discursifs” : propositions pour l'analyse du discours politique », *Semen. Revue de sémio-linguistique des textes et discours*, Besançon, Presses Universitaires de Franche-Comté, 21, avril 2006, pp. 19-47.

Krieg-Planque A., 2007, « Travailler les discours dans la pluridisciplinarité. Exemples d'une “manière de faire” en analyse du discours », pp. 57-71, in : Bonnaïfous S., Temmar M., eds., *Analyse du discours et sciences humaines et sociales*, Paris, Ophrys, 166 p.

Lefebvre R., Nonjon M., 2003, « La démocratie locale en France. Ressorts et usages », *Sciences de la Société*, 60, pp. 9-28.

Lits M., 2003, « Les chaînes de télévision belges entre identité nationale et reconnaissance des entités régionales », pp. 159-170, in : INA, *Télévision, mémoire et identités nationales*, Paris, L'Harmattan, 198 p.

Maingueneau D., 2005, « L'analyse du discours et ses frontières », *Marges linguistiques*, 9, p. 64-75 [consulté en février 2007]. Disponible sur : <http://www.marges-linguistiques.com>

Marié M., 2004, « L'anthropologue et ses territoires. Qu'est-ce que le territoire aujourd'hui ? », *Espaces et Sociétés*, 2004/4, 119, pp. 179-198.

Mattelart A. et M., 1986, *Penser les médias*, Paris, La Découverte.

Mattelart T., dir., 2007, *Médias, migrations et cultures transnationales*, Bruxelles, De Boeck, 158 p.

Miège B. et alii, 1986, *Le JT : mise en scène de l'actualité à la télévision*, Paris, INA/Documentation française.

Neveu C., 2003, Citoyenneté et espace public. Habitants, jeunes et citoyens dans une ville du Nord, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 246 p.

Neveu C., 2004, « Une “petite fabrique de territoire” : quartiers et citoyenneté à Roubaix », *Ethnologie française*, XXXIV, 1, pp. 59-66 [consulté le 18 février 2008]. Disponible sur : <http://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00178053/fr/>, pp. 1-17

Neveu C., 2007, « Le quartier des politistes », pp. 32-40, in : Authier J.Y., Bacqué M.H., Guérin-Pace F., dirs., *Le quartier. Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*, La Découverte, 293 p.

Neveu E., 2000, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 125 p. Nordman D., 1997, « Des limites d'Etat aux frontières nationales », pp. 1125-1146, in : Nora P., dir., *Les lieux de mémoire*. 1., Paris, Gallimard, vol. 1, 1647 p.

Pailliat I., 1993, *Les territoires de la communication*, Grenoble, PUG, 279 p.

Quéré L., 1982, *Des miroirs équivoques. Aux origines de la communication moderne*, Paris, Aubier, 215 p.

Quéré L., 1995, « L'espace public comme forme et comme événement », pp. 93-110, in : Joseph I., dir., *Prendre place. Espace public et culture dramatique*, Paris, Editions Recherche – Plan Urbain (colloque de Cerisy).

Raffestin C., 1986, « Ecogénèse territoriale et territorialité », in : Auriac F., Brunet R., coord., *Espaces, jeux et enjeux*, Fayard, Fondation Diderot, 335 p.

Raoul B., 2006, « Une voie d'expression dans la ville : un journal de quartier dans l'espace public (local). Un regard sur la “démocratie participative” à Roubaix », pp. 279-290, *Actes du colloque « Démocratie participative en Europe »*, LERASS – Université Paul Sabatier – Toulouse, 15-17 novembre 2006 (actes publiés avec le concours de la revue *Sciences de la Société*), 396 p.

Revel M., Blatrix C., Blondiaux L. et alii, dirs., 2007, *Le débat public : une expérience française de démocratie participative*, Paris, La Découverte, 412 p.

Robins K., 2001, « Au-delà de la communauté imaginée ? Les médias transnationaux et les médias turcs en Europe », *Réseaux*, 107, pp. 19-39.

Rui S., Villechaise-Dupont A., 2005, « Les associations face à la participation institutionnalisée : les ressorts d'une adhésion distanciée », *Espaces et Sociétés*, 2005/4, 123, pp. 21-36.

Sciences de la société, 60, 2003 (« Démocratie locale et Internet »).

Simonin J., 2000, « Média locaux et citoyenneté. L'espace public réunionnais entre communauté et société », *Hermès*, 26-27, pp. 295-307.

Tétu J.F., 1995, « L'espace public local et ses médiations », *Hermès*, 17-18, pp. 287-298.

ⁱ Le quartier en question, d'environ 12 000 habitants, est un quartier d'habitat ancien et d'usines en friches ou réaffectées, répertorié en 2007 par l'INSEE, sur la base du recensement de 1999, comme quartier de « pauvreté extrême » (INSEE, Regards sur les quartiers en Nord-Pas-de-Calais, Les dossiers de Profils, n° 88, déc. 2007). Ceci dit, le travail de requalification de l'habitat et des espaces publics et le soutien à la redynamisation de l'activité commerciale locale menés par la municipalité au cours de la dernière décennie dans le cadre des programmes nationaux de la politique de la ville (GPU, GPV, puis aujourd'hui ANRU) ont conduit à redonner de l'attractivité à ce quartier qui n'en reste pas moins de situation fragile.